

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE
GARANTIE INCAPACITÉ DE TRAVAIL
(Midi-Pyrénées)**

(24 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 17 mai 2010,
Journal officiel du 28 mai 2010)

AVENANT N° 1 DU 12 JUIN 2014

NOR : AGRS1497300M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

L'union régionale des syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par souci de cohérence avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour réduire la condition d'ancienneté et mettre à jour les taux de cotisations afin de rétablir l'équilibre du régime.

Article 1^{er}

Modifications à l'article 7 « Cotisations »

Les paragraphes « 1. Assiette » et « 2. Taux de cotisations et répartition » de l'article 7 sont modifiés comme suit :

« 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord, dès lors qu'ils ont 6 mois d'ancienneté, sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale. »

« 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs, le taux de cotisation de la garantie obligation de l'article L. 1226-1 du code du travail est de 0,48 %. La cotisation correspondant aux charges sociales est de 0,17 %, soit une cotisation globale de 0,65 % à la charge des employeurs. »

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Date d'effet

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il prendra effet le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Toulouse, le 12 juin 2014.

(Suivent les signatures.)